



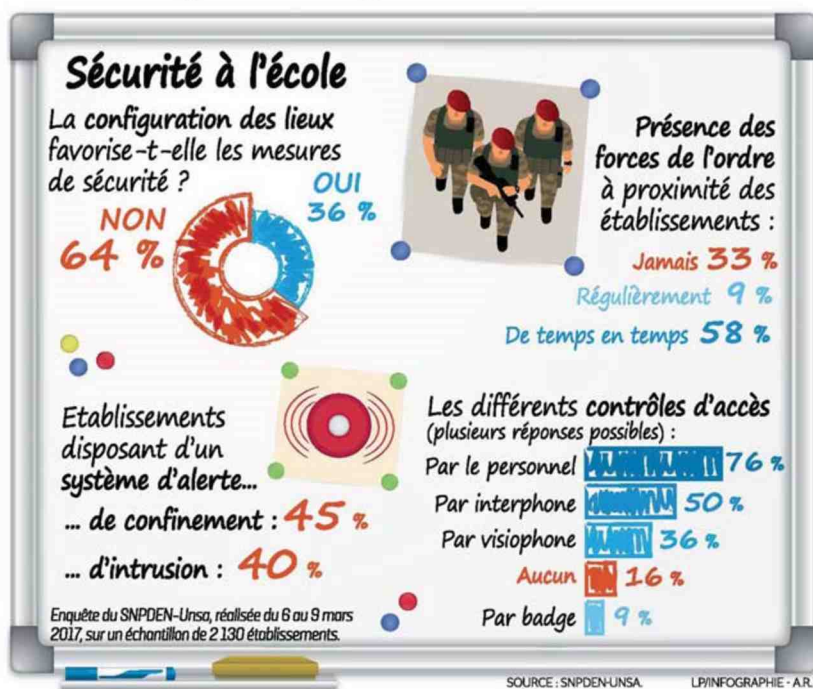
# Faut-il des vigiles devant les lycées ?

**ÉDUCATION** Une semaine après la fusillade à Grasse, le principal syndicat des chefs d'établissement préconise d'affecter des agents de sécurité dans certains collèges et lycées.

PAR JOFFREY VOVOS

**MATINÉE ORDINAIRE** devant le collège-lycée Voltaire à Paris (XI<sup>e</sup>). Plusieurs centaines d'élèves affluent, peu avant 8 heures, devant cet établissement situé à quelques centaines de mètres seulement du Bataclan. A l'entrée, quatre pions contrôlent tant bien que mal les entrants, aidés par un conseiller principal d'éducation. « On est censés présenter nos cartes. Mais c'est un peu pour la forme. On est trop nombreux, je pourrais tendre n'importe quoi qu'ils n'y prêteraient pas attention », confie Eva, en terminale ES. « J'ai déjà fait entrer sans problème des potes qui n'étaient pas du lycée », assure de son côté Pedro, en 1<sup>er</sup> ES.

Christel Boury, proviseur de cette cité scolaire de 1900 élèves, a bien demandé à la préfecture de police la création d'un nouvel accès pour les collégiens. « Mais pour l'instant, cela n'a pas abouti », souffle-t-elle. Selon une enquête publiée hier par le SNPDEN (Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale), principal syndicat de chefs d'établissement, la configuration des bâtiments ne favorise pas les mesures de sécurité dans 64 % des collèges et des lycées interrogés. Au-delà, ce que révèle ce sondage, selon



Philippe Tournier, secrétaire général du SNPDEN, c'est l'importance toute particulière que revêt désormais tout ce qui a trait à la sûreté. Deux mille cent trente établissements ont été interrogés du 6 au 9 mars. « Dès le premier jour, nous avons eu 64 % de réponses, c'est plutôt rare. » La fusillade

**LE CONTRÔLE D'ACCÈS SE FAIT MAINTENANT PARTOUT. C'EST UN VRAI BOULEVERSEMENT CULTUREL**

PHILIPPE TOURNIER, SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS DE DIRECTION

du lycée Tocqueville, il y a huit jours à Grasse (Alpes-Maritimes), durant laquelle un élève armé a blessé cinq personnes – une première en France – n'a fait que renforcer les craintes. Exercices annuels obligatoires, systèmes d'alerte : selon le syndicat, beaucoup a été accompli depuis les attentats. « Le contrôle d'accès se fait maintenant partout. C'est un

vrai bouleversement culturel », souligne Philippe Tournier. Pour autant, des progrès restent à accomplir. La surveillance des entrées est par exemple assurée par des personnels qui, selon lui, ne sont pas assez formés, voire pas du tout. « Dans nos établissements, nous avons des professeurs, des documentalistes, des cuisiniers, des jardiniers... Mais personne dont la sécurité est le métier, c'est un problème. » Et d'enfoncer le clou : « Il y a des agents de sécurité dans les centres commerciaux. Au nom de quoi il n'en faudrait pas dans les établissements scolaires ? » Combien coûterait une telle mesure ? Personne ne la chiffre.

Le principe laisse en tout cas sceptiques la plupart des élèves de Voltaire croisés hier. « Personnellement, ça ne me rassurerait pas tellement. Au contraire, je trouve ça stressant. Et puis, est-ce que ça empêchera vraiment un attentat ou une intrusion ? », commente Lina, en terminale L.

« Il n'est pas question d'installer des vigiles. Ils ne feraient de toute façon rien de plus que ce qui est déjà fait », balaise aussi le ministère de l'Éducation. La Rue de Grenelle rappelle qu'il existe déjà des équipes mobiles de sécurité (EMS) pouvant intervenir en cas de problème. Mais elles ne comptent que 567 agents pour 63 000 sites.